

ACTION URGENTE

DES ÉTUDIANTS ARRÊTÉS À UNE MANIFESTATION RISQUENT LA TORTURE

Trois étudiants ont été arrêtés le 28 mars lors d'une manifestation à l'université de Kara, au Togo. Ils sont détenus à la prison centrale de Kara et risquent de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Deux autres étudiants ont reçu des menaces et risquent fort d'être arrêtés.

Agnité Massama, Bitsioudi Birénam et Sidiba Mohamed ont été arrêtés le 28 mars à l'université de Kara (à 430 kilomètres de Lomé, la capitale). Ces trois étudiants, membres de l'Union nationale des élèves et étudiants du Togo, ont été interpellés pour avoir encouragé d'autres étudiants à ne pas assister aux cours. Ils avaient organisé une assemblée générale pour débattre de la promesse non tenue par le gouvernement d'accorder des allocations afin d'aider les étudiants et des bourses au mérite. Ils protestaient également contre la présence des forces de sécurité sur le campus. Les trois étudiants cités ont été passés à tabac au moment de leur arrestation et risquent actuellement de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Ils n'ont, semble-t-il, pas pu consulter d'avocat ni bénéficier de soins médicaux.

Ces dernières semaines, l'université de Kara a été le théâtre de manifestations étudiantes et d'affrontements entre les étudiants et les forces de sécurité. Depuis une semaine, les forces de sécurité attaquaient les étudiants au moyen de matraques, de crosses de pistolets et de gaz lacrymogène. Plusieurs étudiants ont été blessés.

Deux autres membres de l'Union nationale des élèves et étudiants du Togo, **Tablissi Bumber** et **Salami Aboubakar**, ont été enlevés à Kara par des hommes en civil après avoir parlé à la section togolaise d'Amnesty International et au Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT) le 28 mars, à la suite de l'arrestation de leurs camarades. Ils ont été interrogés au sujet de leur entrevue avec ces organisations de défense des droits humains et menacés, puis relâchés peu après. Ils risquent fort d'être arrêtés.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES CI-APRÈS (en français, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à veiller à ce qu'Agnité Massama, Bitsioudi Birénam et Sidiba Mohamed ne soient pas torturés ni soumis à d'autres mauvais traitements, et à ce que toutes leurs allégations de torture et de mauvais traitements fassent l'objet d'une enquête ;
- priez-les instamment de veiller à ce que ces trois étudiants soient autorisés à consulter des avocats, à recevoir la visite de leurs proches et à bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- demandez aux autorités de les inculper d'une infraction dûment reconnue par la loi ou bien de les remettre en liberté immédiatement ;
- appelez-les à s'assurer que Tablissi Bumber et Salami Aboubakar ne soient pas arrêtés arbitrairement ;
- engagez-les à respecter le droit des étudiants à la liberté d'expression et de réunion.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 11 MAI 2012 À :

Ministre de la Justice
Me Tchitchao Tchali
Ministre de la Justice, chargé des relations
avec les institutions de la République
Ministère de la Justice
BP 121, Lomé
Togo
Fax : +228 22 22 29 06/+228 22 21 54
91
Courriel : minisjustice@gouv.tg
Formule d'appel : *Dear Minister, /*
Monsieur le Ministre,

Ministre de la Sécurité et de la Protection
civile
Col. Dokissima Gnama Latta
Ministère de la Sécurité et de la Protection
civile
BP 12175, Lomé
Togo
Fax : +228 22 22 61 50/+228 22 22 21
84
Formule d'appel : *Dear Minister, /*
Monsieur le Ministre,

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Togo dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

DES ÉTUDIANTS ARRÊTÉS À UNE MANIFESTATION RISQUENT LA TORTURE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les universités de Kara et de Lomé sont fermées depuis plusieurs semaines en raison des manifestations organisées par des étudiants pour réclamer davantage de financements. Le 21 mars, le gouvernement avait décidé de les rouvrir à la suite de pourparlers avec les responsables des universités et les associations étudiantes car la situation s'était apaisée. Les autorités avaient aussi décidé d'accorder des aides financières et des bourses, conformément à certaines demandes spécifiques. Pourtant, le 28 mars, les étudiants n'étaient toujours pas convaincus que les autorités tiendraient leurs promesses.

Amnesty International reçoit régulièrement des informations concernant des détenus, en particulier des membres de l'opposition, qui ont subi des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements à la prison de Kara. Cette ville est le fief du parti au pouvoir, le Rassemblement du peuple togolais (RPT), dirigé par le président Gnassingbé.

Noms : AGNITÉ Massama, BITSIOUDI Birénam, SIDIBA Mohamed, TABLISSI Boumber, SALAMI Aboubaka
Genre : hommes

AU 97/12, AFR 57/002/2012, 30 mars 2012

AMNESTY
INTERNATIONAL

